

Journée d'étude

17 Juin 2011 – Sainte-Anne - Paris

Appel à contributions

L'objectif de la journée d'étude est de réunir des chercheurs venant de différentes disciplines des sciences sociales et travaillant sur les conséquences sociales des troubles psychiques. Si de nombreux travaux ont contribué à une meilleure compréhension des politiques de déhospitalisation psychiatrique en France et en Angleterre, ils sont le plus souvent centrés sur les recompositions professionnelles qui en découlent. Peu se sont intéressés à la multiplication des dispositifs de prise en charge et à l'imbrication complexe des pratiques de soin et des pratiques d'insertion sociale. Si des travaux récents ont étudié le quotidien des personnes souffrant de troubles psychiques, ils ne visaient pas à interroger systématiquement les nouvelles articulations avec le secteur de l'action sociale et avec les nouveaux acteurs concernés. La journée entend donc fournir un lieu de réflexion collective autour de ces nouvelles configurations des politiques psychiatriques et d'action sociale.

L'organisation sociale de la prise en charge des troubles psychiatriques s'est considérablement transformée depuis un demi-siècle, et ce, dans la plupart des pays qui avaient développé comme solution l'internement asilaire. Parmi les nombreuses raisons de cette transformation se trouvent les critiques, notamment provenant des sciences humaines, du traitement et de la place sociale donnés aux malades qui étaient amenés à vivre de manière chronique dans les établissements de soins. Les politiques de déhospitalisation ont transformé la place sociale des personnes souffrant de troubles psychiques. Celles-ci ne sont plus éloignées de manière définitive de la vie sociale. Les troubles psychiques et leurs conséquences sociales sont dès lors régulés autrement, non seulement par des professionnels de la psychiatrie, mais aussi par de nombreux autres acteurs de la vie sociale. Pour autant, la question de la place sociale des personnes souffrant de troubles psychiques demeure plus que jamais problématique. La multiplication des dispositifs de prise en charge a une importance considérable dans la vie des personnes confrontées à ces troubles qui se rencontrent bien souvent dans les différents mondes sociaux qu'ils traversent, des "mini-institutions" ou des lieux semi-institutionnels censés leur apporter une aide, mais qui de fait participent plus à une multiplication des formes de stigmatisation. *Comment alors saisir cette nouvelle configuration de l'articulation des politiques psychiatriques, sociales qui expriment non seulement des recompositions affectant les acteurs de la psychiatrie, mais aussi et surtout des évolutions dans la place donnée aux dépendances et à l'autonomie des personnes?*

Les transformations observées sont concomitantes dans différents pays, alors même que les contextes culturels et sociaux varient. Pour appréhender ces recompositions, la journée entend faire place à trois types d'approches :

- *Une approche comparative* – En raison du contraste fort dans le rôle de l’Etat dans les politiques sociales et de santé, et des transmissions de pratiques existant entre les deux pays, les comparaisons France/Angleterre seront particulièrement privilégiées, notamment la discussion du rôle et de la portée des notions de “sectorisation” et de “community care”;
- *une approche socio-historique* – Si le contexte des politiques de déhospitalisation est connu, la progressivité de leur mise en oeuvre l’est moins. On s’interrogera ici sur le devenir pratique des politiques de déhospitalisation en observant particulièrement comment elles se sont confrontées aux politiques d’insertion (emploi, logement, etc.), aux différents acteurs concernés (les proches, les familles), à l’importance prise par les “usagers”, mais aussi à la politisation des enjeux sécuritaires;
- *une approche ethnographique* – Les questionnements sur la place sociale prise par les personnes souffrant de troubles psychiques passe par une observation du vécu des personnes confrontées à ces multiples institutions et à l’usage qu’elles en font dans leur parcours.

Afin de décentrer le regard, les échanges entre praticiens, usagers et chercheurs seront d’ailleurs encouragés par l’invitation pour chaque session de la journée d’un discutant scientifique et d’un témoin.

Les propositions de contribution seront envoyées pour le **15 mars 2011** par courrier électronique aux adresses suivantes: e.courtin@lse.ac.uk et benoit.eyraud@ish-lyon.cnrs.fr. Elles indiqueront les coordonnées professionnelles de l’auteur, la posture adoptée, ainsi que les principales ressources théoriques et empiriques mobilisées (2000 signes environ, espaces compris). Les contributions peuvent être rédigées en français ou en anglais. Tout renseignement peut être demandé aux mêmes adresses. Une publication des actes de la journée est prévue.

Calendrier

15 mars 2011: date limite d’envoi des propositions
 30 mars 2011: réponse des organisateurs aux contributeurs
 15 avril: diffusion du programme définitif

Organisateurs

Magali Coldefy (IRDES, UMR Géographies-Cités, Paris 1): coldefy@irdes.fr
 Emilie Courtin (London School of Economics, GSPE-Prisme): e.courtin@lse.ac.uk
 Benoît Eyraud (LAHRA, CEMS): benoit.eyraud@ish-lyon.cnrs.fr
 Livia Velpry (Paris 8, Cesames): liviavel@yahoo.fr

Journée d’étude organisée avec le soutien de la MSH-Paris Nord.